

BARK TAEHO

Professeur à l'Université nationale de Séoul, ancien ministre du Commerce, République de Corée

BARK Taeho, professeur à l'Université nationale de Séoul, ancien ministre du Commerce, République de Corée

Puis-je d'abord dire quelques mots sur les négociations multilatérales, avant de passer aux accords méga-régionaux tels que le TPP ?

Je voudrais vous faire part de plusieurs observations que j'ai faites sur les développements récents dans le domaine du commerce. Commençons par le cycle de Doha de l'OMC. Comme vous le savez tous, nous nous sommes efforcés l'an dernier de ratifier l'accord conclu à Bali, appelé « l'Accord sur la facilitation des échanges », mais la ratification par les Etats membres est un processus relativement lent, il n'y a donc aucune dynamique à attendre de ce côté-là. Par ailleurs, nous sommes censés préparer un programme de travail concernant les questions restantes du cycle de Doha avant la prochaine Conférence ministérielle (MC10) qui se tiendra à Nairobi le mois prochain, mais ce programme de travail semble incomplet. Nous ne pouvons donc pas non plus attendre grand-chose de cette dixième Conférence ministérielle (MC10) de Nairobi. En d'autres termes, le système commercial multilatéral est réellement en grande difficulté et se trouve aujourd'hui à un tournant décisif. Face à cette situation, de nombreuses régions du monde se tournent vers des accords de libre-échange (ALE) bilatéraux, et depuis peu plusieurs pays participent à ce que nous appelons des accords commerciaux méga-régionaux. En Asie-Pacifique, le TPP, le RCEP (ASEAN plus 6 accords commerciaux régionaux) ou l'ALE entre la Chine, le Japon et la Corée sont en cours de négociations, sans parler de l'Europe et des Etats-Unis qui négocient le TTIP, mais jusqu'à présent, aucun accord commercial régional majeur n'avait été conclu ; cependant, le mois dernier, comme vous l'avez mentionné, les négociations sur le TPP ont abouti, et compte tenu du sombre tableau du système commercial mondial, je considère que c'est une bonne nouvelle. Mais quand on regarde les participants à l'accord, même s'il implique douze pays, on ne peut que constater l'absence des économies parmi les plus dynamiques d'Asie de l'Est. Par exemple, l'Indonésie ne fait pas partie de l'accord, pas plus que la Thaïlande ou les Philippines, sans parler bien sûr de la Corée et de la Chine. En ce qui concerne les 10 pays de l'ASEAN, d'aucuns insinuent déjà que le TPP divise l'ASEAN en deux. De ce fait, les avantages économiques du TPP pourraient être limités. En d'autres termes, tôt ou tard après la ratification de l'accord de TPP par les Etats membres, il sera sans doute nécessaire d'ouvrir la porte à d'autres membres, et la Corée ainsi que d'autres pays essaieront probablement de rejoindre le TPP.

Kemal DERVIS, vice-président de la Brookings Institution responsable de l'économie mondiale, ancien ministre des Affaires économiques de Turquie

Pourquoi la Corée ne fait-elle pas partie de l'accord de TPP ? La Corée est l'une des économies les plus dynamiques au monde.

BARK Taeho, professeur à l'Université nationale de Séoul, ancien ministre du Commerce, République de Corée

Je pense que cela s'explique par les priorités politiques de la Corée. En 2012, j'étais ministre du Commerce et nous n'avons pas pris ce processus vraiment au sérieux car le Japon n'y participait pas. Nous mettons actuellement en œuvre d'importants ALE tels que l'ALE Corée-Etats-Unis (KORUS) et l'ALE Corée-UE—un événement majeur pour les deux régions—et nous venons juste d'entamer des négociations avec la Chine. Quoi qu'il en soit, nous considérons le TPP comme une initiative positive, mais comme nous avons déjà des ALE bilatéraux avec 10 des pays participants au TPP, exception faite du Japon et du Mexique ; nous ne sommes pas pressés, mais nous avons l'intention à terme de rejoindre le TPP. En tout cas, nous espérons que le TPP pourra être élargi. Il est trop tôt pour dire quoi que ce soit à ce sujet car le processus de ratification n'est pas terminé.



Je voudrais ajouter quelques mots concernant le contexte général. La réunion du G20 s'est tenue à Antalya en Turquie la semaine dernière. Si vous lisez la déclaration, vous verrez qu'elle comporte deux paragraphes sur le commerce, mais c'est la rhétorique qui l'emporte. La réunion du G20 n'a débouché sur aucune déclaration sérieuse ou substantielle.

Un engagement digne d'intérêt est toutefois à souligner. Les dirigeants ont convenu que les ministres du Commerce des pays du G20 se réuniront régulièrement et seront autorisés à mettre en place des groupes de travail dédiés au commerce. En d'autres termes, le G20 est une organisation sans caractère contraignant, mais nous disposerons d'un mécanisme de communication de très haut niveau centré sur le commerce entre les ministres du Commerce du G20. Cette communication entre Genève et les pays participants du G20 est à mon avis une bonne nouvelle.

Kemal DERSIS, vice-président de la Brookings Institution responsable de l'économie mondiale, ancien ministre des Affaires économiques de Turquie

Merci beaucoup pour vos commentaires très pertinents.